

**Réfection de voirie - Place de l'Archiprêtre Paillet**  
**Règlementation de la circulation et du stationnement**

La Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2213-1, L. 2213-2,

Vu le code de la Route et notamment les articles R 411-25 et 411-8,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, huitième partie, signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel en date du 6 novembre 1992,

Vu la demande formulée par l'entreprise EIFFAGE ENERGIE, dont le siège social se situe 901B rue de Moulineau, 17400 Saint Jean d'Angély, en date du 20 février 2024,

**Considérant** qu'il est nécessaire de régler la circulation et le stationnement Place de l'Archiprêtre Paillet afin de permettre la réfection de voirie en toute sécurité au droit de ladite voie,

**Considérant** qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer la sécurité des usagers se trouvant sur le domaine public,

**ARRÊTE**

**Article 1 :** L'entreprise EIFFAGE ENERGIE est autorisée à réaliser une réfection de voirie Place de l'Archiprêtre Paillet, pendant 5 journées consécutives entre le **lundi 18 mars 2024 et le vendredi 29 mars 2024, de 8h00 à 18h00.**

**Article 2 :** La circulation et le stationnement sont strictement interdits à tout véhicule Place de l'Archiprêtre Paillet, pendant 5 journées consécutives comprises entre le **lundi 18 mars 2024 et le vendredi 29 mars 2024, de 8h00 à 18h00**, à l'exception des véhicules appartenant à l'entreprise EIFFAGE ENERGIE.

**Article 3 :** L'entreprise chargée de ces travaux demeurera entièrement responsable des accidents de nature quelconque qui pourraient survenir du fait de l'exécution de ces travaux ou être la conséquence d'un défaut ou d'une insuffisance de signalisation ou de protection de chantier.

**Article 4 :** La signalisation en vigueur sera fournie et mise en place, entretenue et déposée par le demandeur, en accord avec les Services Techniques Municipaux et le chef de Service de la Police Municipale.

**Article 5 :** Les services de Police sont habilités à relever les contraventions concernant cette règlementation dont procès-verbal sera établi et poursuivi devant la juridiction compétente. Les véhicules qui stationneront en infraction aux dispositions du présent arrêté seront mis en fourrière aux frais de leurs propriétaires.

**Article 6 :** Cette décision administrative est contestable dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Poitiers, à compter de la notification de la décision ou de l'extinction du délai imparti à l'administration pour répondre à la demande en cas de décision implicite de rejet. Ce recours peut être précédé, pendant ce même délai, d'un recours administratif (recours gracieux). Toute décision de l'administration établie en réponse au recours administratif, qu'il s'agisse d'une décision expresse de rejet ou d'une décision implicite de rejet née du silence gardé par l'administration pendant deux mois, peut être déférée au Tribunal Administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de son intervention.

**Article 7 :** M. le Directeur Général des Services de la Ville de Saint-Jean-d'Angély, M. le Commandant de la Gendarmerie Nationale, le Chef de Service de la Police Municipale, l'entreprise EIFPAGE ENERGIE, sont chargés chacun, en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

**Publication dématérialisée le :**

15 mars 2024

**L'Adjointe au Maire,  
Déléguée à la Sécurité,  
Marylène JAUNEAU**

